Procès-verbal de la réunion du Conseil municipal – 06 mai 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le 06 mai à 18 heures 30, le Conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Arnaud MAUPOINT, Maire d'Aizier.

Présents : MAUPOINT Arnaud, MARÉCHAL Isabelle, ROCHE Didier, PENELLE Stéphane, MARÉCHAL Jean-Luc, GUERIN Sabrina, MOREL Jacques.

Absents excusés : HANIN Hervé donne procuration à PENELLE Stéphane, DUPRÉ Alexandre.

M. le Maire, Arnaud MAUPOINT, procède à l'appel nominal, constate que le quorum est atteint et déclare la séance ouverte à 18h30.

Mme Sabrina GUERIN est désignée secrétaire de séance.

7 présents, 1 pouvoir

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 10 avril 2025

M. le Maire demande à l'assemblée si des observations particulières sont à formuler sur le procès-verbal de la séance du 10 avril 2025, dont un exemplaire a été transmis comme habituellement à tous les membres du Conseil municipal.

La remarque suivante est formulée :

- Jacques MOREL précise qu'il est écrit dans le procès-verbal de la séance du 10 avril que « Jacques MOREL prend la parole pour déplorer le comportement de M. BAILLIE à la fin de la séance du 26 février 2025 ».

Il souhaite que ces propos exacts soient écrits, à savoir :

« Jacques MOREL prend la parole pour stipuler que le comportement et les propos insultants de M. BAILLIE sont inqualifiables ».

Toutes les remarques ayant été soulevées, le procès-verbal de la séance de Conseil municipal du 10 avril 2025 est adopté à l'unanimité en prenant en compte les modifications ci-dessus. Par 8 voix POUR.

18h37 : Arrivée de M. Alexandre DUPRÉ.

8 présents, 1 pouvoir

2. Candidature du restaurant

M. le Maire rappelle que, lors de la séance du 10 avril 2025, les demandes de financement étaient en cours pour M. DALIGAUX ; elles sont confirmées. En revanche, pour le dépôt des statuts et la création de son entreprise, il lui manque le permis d'exploitation. Il l'a passé la semaine dernière et l'a obtenu mais cela a retardé la concrétisation de la création de son entreprise, l'obtention du Kbis et de ce fait, le déblocage du financement.

Les observations suivantes sont formulées :

Isabelle MARÉCHAL demande si M. le Maire a la confirmation de l'accord de financement. M. le Maire confirme.

Isabelle MARÉCHAL informe M. le Maire qu'elle a appelé M. DALIGAUX hier soir en prévision du Conseil municipal de ce soir. Ce dernier l'a informé qu'il avait eu un refus de la banque Crédit Agricole le 25 avril 2025 et qu'il a relancé les autres banques CIC & BRED.

Jacques MOREL souligne que cela devient très inquiétant.

Stéphane PENELLE dit que s'il souhaite vraiment ouvrir sa propre affaire à Aizier cet été, il doit nous apporter les preuves de sa motivation.

M. le Maire précise qu'aux dernières nouvelles, M. DALIGAUX avait eu un accord de principe de la banque et qu'il a tenté de le joindre à plusieurs reprises sans succès.

Isabelle MARÉCHAL rappelle que le budget 2025 a été voté en suréquilibre à condition que le restaurant soit repris avec le droit d'entrée et le versement de 6 mois de loyers.

Jacques MOREL demande quelles sont les autres solutions pour la commune si M. DALIGAUX se désiste.

Isabelle MARÉCHAL demande à Arnaud MAUPOINT la liste des organismes pouvant aider la commune à trouver un repreneur afin que tous les conseillers en aient connaissance. Elle demande également qu'Arnaud MAUPOINT communique à tous les conseillers un suivi hebdomadaire de ce dossier.

Alexandre DUPRÉ suggère de vendre le restaurant. M. le Maire répond que la commune ayant touché des subventions, elle doit respecter un délai avant d'envisager de vendre le bien.

Jacques MOREL souhaite que la communication sur le groupe des élus Whatsapp reprenne et que M. le Maire fasse un point hebdomadaire aux conseillers municipaux.

Stéphane PENELLE suggère que soit précisé dans le futur bail commercial la possibilité d'acheter le bien à terme. Isabelle MARÉCHAL répond qu'il faut se renseigner si cela est possible et dans quelles conditions. Arnaud MAUPOINT rappelle que la cession d'un bien communal est soumise à l'estimation du domaine et le prix peut ne pas correspondre au souhait de la commune.

Avu des échanges, M. le Maire confirme qu'un courrier sera envoyé demain soir à M. DALIGAUX afin de savoir s'il s'engage à trouver d'autres financements rapidement et s'il confirme son intention de reprendre le restaurant avec une ouverture au 1^{er} juin 2025 en lui demandant une réponse écrite sous une semaine. Et parallèlement, Arnaud MAUPOINT va transmettre aux conseillers municipaux la liste des organismes, en plus de la CCI, susceptible de trouver des candidats. Il suggère que tous les conseillers se répartissent le travail pour les contacter et les solliciter. Un point sera fait à tous les conseillers le 16 mai 2025 au plus tard via le groupe Whatsapp.

Isabelle MARÉCHAL ajoute que si M. DALIGAUX se désiste, il va falloir revoir le budget prévisionnel 2025 de la commune. Effectivement, elle rappelle qu'il a été voté en suréquilibre de 15 500 € mais sans le droit de reprise et 6 mois de loyers, il va manquer 25 000 €. Isabelle MARÉCHAL propose de contacter Mme DI ROSA.

3. Accompagnement scolaire

M. le Maire rappelle que lors de la réunion du 07 avril 2025, les maires de Tocqueville, Trouville-la-Haule et Aizier se sont engagés à se prononcer sur le maintien d'un accompagnateur dans le bus scolaire, y compris sans la présence d'élèves de maternelle, avant la prochaine réunion programmée le 12 mai avec les parents d'élèves.

M. la Maire précise que :

- sur proposition du collectif des parents usagers du ramassage scolaire, tous les conseillers municipaux ont reçu le manifeste pour le maintien de l'accompagnement dans le ramassage scolaire du RPI René Bunel de Trouville-la-Haule, le contexte historique de ce service et le compte-rendu de la réunion du 07.04.2025.
- le manifeste a été signé par un grand nombre d'habitants d'Aizier.
- la commune de Trouville-la-Haule ne renouvellera pas la convention de mise à disposition de ses agents, à la rentrée scolaire de septembre 2025.

Suite aux différents échanges, M. le Maire propose que le Conseil municipal se prononce pour le maintien de l'accompagnement dans le ramassage scolaire pour les raisons suivantes :

- la commune d'Aizier a toujours porté cette mission.
- de jeunes couples nouvellement installés à Aizier ont des jeunes enfants ou ont l'intention de fonder une famille.
- c'est un véritable atout pour le village.

M. le Maire rappelle que sa volonté a toujours été de trouver toutes les solutions pour maintenir ce service. Il espère étendre la ligne de bus à d'autres arrêts sur la commune de Trouville-la-Haule et que cette décision soit transmise aux parents des élèves de l'école pour que ce service puisse être utilisé par le plus grand nombre. M. le Maire souhaite que cela soit toujours fait en collaboration avec les communes de Tocqueville et de Trouville-la-Haule.

Isabelle MARÉCHAL précise qu'elle est favorable au maintien de l'accompagnement dans le bus scolaire, y compris sans la présence d'élèves de maternelle et qu'elle a signé la pétition. En tant que maman, elle a bénéficié de ce service et elle confirme que sans cela, elle ne se serait pas installée à Aizier. Elle souligne qu'elle apporte son soutien par respect pour les personnes qui ont créé ce service et elle pense que si cela s'arrête, cela risque d'être définitif.

Isabelle MARÉCHAL indique que ce service aura un coût communal mais que les enfants font vivre un village.

M. le Maire mentionne que le budget 2025 a été réalisé avec des marges de manœuvre permettant de financer l'accompagnement dans le bus scolaire, nonobstant le problème du restaurant :

- les dépenses liées à la convention de mise à disposition des agents de Trouville-la-Haule sont inscrites jusqu'au 31.12.2025.
- les économies liées à la baisse du temps de travail de Marie GERGAUD.
- les intérêts de la ligne de trésorerie moins onéreux que ce qui a été inscrit au budget.

Isabelle MARÉCHAL indique que les enfants et leurs familles ne doivent pas être pénalisés à cause du restaurant.

Didier ROCHE souligne que le financement est une chose mais demande quel sera le personnel pour cette mission.

M. le Maire répond que la commune a la compétence pour recruter une personne en CDD de droit public. Il interrogera le Centre de Gestion pour respecter la procédure de recrutement.

Isabelle MARÉCHAL prend la parole pour demander à Arnaud MAUPOINT la copie des courriers qui devait être envoyée à la Région avant la nouvelle réunion du 12 mai prochain avec le collectif des parents pour étudier l'extension de la ligne de bus sur la commune de Trouville-la-Haule en utilisant les arrêts du collège.

M. le Maire répond que les lettres sont en cours de rédaction. Il rencontre les maires de Tocqueville et de Trouville-la-Haule pour leur soumettre demain, le 08 mai.

Stéphane PENELLE et Alexandre DUPRÉ demandent pourquoi les autres communes ne participent plus aux frais d'accompagnement scolaire.

M. le Maire répond que les 3 communes (Tocqueville, Trouville-la-Haule et Aizier) doivent s'engager sur la volonté de maintenir l'accompagnement dans le bus scolaire et sur leur participation financière. Il demande que le maintien de ce service soit toujours étudié à l'échelle des 3 communes liées par la convention de l'école. Toutefois, pour le moment, Trouville-la-Haule n'ayant pas d'arrêts, les habitants ne peuvent pas bénéficier de ce service de transport scolaire et la commune ne peut pas participer aux frais. Si la ligne de bus scolaire est étendue, la commune de Trouville-la-Haule envisagera peut-être de participer au financement de l'accompagnement. Quant à Tocqueville, n'ayant plus d'enfants en maternelle utilisant ce service, la commune a décidé de ne plus participer au financement de l'accompagnement. Toutefois, Arnaud MAUPOINT précise qu'à Tocqueville, une famille n'utilise pas ce service car il n'y a pas d'accompagnateur dans le bus scolaire.

M. le Maire précise que le projet de prolongation de la ligne est à l'étude à la Région. Dans un premier temps, il suggère que la commune d'Aizier maintienne l'accompagnement dans le bus scolaire. Ensuite, une convention pourra être signée avec les autres communes en prévoyant les conditions de sortie.

Sur proposition de M. le Maire, le Conseil municipal, après en avoir délibéré

Par 6 voix POUR, 3 ABSTENTIONS (Jacques MOREL, Stéphane PENELLE et Didier ROCHE)

- **ACCEPTÉ** de maintenir l'accompagnement dans le bus scolaire.
- **DEMANDE** aux communes de Tocqueville et Trouville-la-Haule de suivre le maintien et d'accompagner la commune d'Aizier dans cette démarche.

Isabelle MARECHAL suggère aux conseillers municipaux qui ont voté pour cette délibération de signer la pétition.

4. Réfection abribus - Approbation du projet et du plan de financement – Demande de subvention Fonds de concours Communauté de Communes Roumois Seine

Isabelle MARÉCHAL informe le Conseil municipal qu'elle a contacté l'entreprise FOUQUER pour connaître leur délai d'intervention : début des travaux fin juin et fin des travaux le 14 juillet.

Isabelle MARÉCHAL rappelle que la commune a reçu une partie de l'indemnisation de Groupama et recevra le solde à la fin des travaux. C'est le seul investissement qui sera réalisé cette année au vu des finances communales.

Jacques MOREL demande si des protections sur les côtés sont prévues pour arbitrer les enfants.

M. le Maire confirme que c'est prévu.

Alexandre DUPRÉ demande si l'entreprise a fourni un plan.

M. le Maire répond négativement puisque cela se refait quasiment à l'identique. Seul le toit tiendra par une structure sur chaque côté. Les dimensions restent les mêmes en termes de largeur et hauteur. La structure existante est réutilisée au maximum.

Jacques MOREL questionne M. le Maire pour savoir si un comparatif a été réalisé par rapport à un abri bus "classique" en polycarbonate.

M. le Maire répond qu'il n'y a pas eu de comparatif mais il pense que le coût de la réfection sera inférieur par rapport à un abribus "Classique".

Isabelle MARÉCHAL ajoute que le toit en chaume ayant été refait peu de temps avant la tempête, il va être réutilisé et cela permet de garder le charme au village.

Monsieur le Maire

- **Rappelle** que la commune souhaite la réfection de l'abribus endommagé par la tempête CIARAN en novembre 2023.
- **Donne lecture** du devis de l'entreprise FOUQUER d'un montant de 4 090,00 € HT.
- **Informe** qu'il est possible de solliciter une subvention au titre du fonds de concours de la Communauté de Communes Roumois Seine et rappelle le montant des subventions déjà reçues à ce titre pour la réfection du monument aux Morts et l'électrification des cloches.
- **Présente** le plan de financement prévisionnel.

Dépenses	Montants prévisionnels HT	Ressources prévisionnelles	Montant
Travaux de réfection de l'abribus	4 090,00 €	CCRS (50%)	2 045,00 €
		Autofinancement (50%)	2 045,00 €
Total	4 090,00 €	Total	4 090,00 €

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.5214-16 modifié par l'article 186 de la loi N° 2004-809 du 13/08/2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la loi du 13 août 2004 n°2004-809,

Vu la délibération N° CC/FI/122-2021 du 28 juin 2021 fixant la définition du cadre du fonds de concours intercommunal et des modalités de mise en œuvre,

Vu le règlement du fonds de concours fixant les conditions d'attribution des aides,

Vu la convention relative au versement d'un fonds de concours à la commune d'AIZIER pour le financement de la réfection de l'abribus, mise en annexe,

Vu le tableau de répartition du fonds de concours intercommunal,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

Par 9 voix POUR

- **Approuve** la réalisation du projet de refecton de l'abribus.
- **Approuve** le plan de financement ci-dessus.
- **Approuve** le règlement d'attribution des fonds de concours aux communes.
- **Autorise** M. le Maire à signer le devis.
- **Sollicite** la Communauté de Communes Roumois Seine au titre du fonds de concours pour la refecton de l'abribus pour un montant de 2 045,00 €.
- **Autorise** M. le Maire à signer la convention fixant les modalités et conditions de versements des fonds de concours, et toutes pièces concernant ce dossier.

5. Ligne de trésorerie interactive

M. le Maire rappelle :

- la commune a une ligne de trésorerie de 100 000 € en cours à rembourser au mois de juin 2025. La trésorerie de la commune n'étant pas suffisante pour rembourser cette somme, il est nécessaire de souscrire une nouvelle ligne de trésorerie.
- la Commission des Finances avait soulevé le coût élevé des intérêts dans le budget et son souhait de réduire une partie de la ligne de trésorerie pour montrer les efforts de la commune à la Préfecture.

M. le Maire donne lecture des deux propositions de la Caisse d'Epargne pour 75 000 € et 100 000 €. Il précise que si on mobilise une ligne de trésorerie de 75 000 €, les intérêts annuels maximum sont estimés à 2 690 € basés sur le taux de l'Ester. Ce taux ne fait que descendre avec une projection encore plus basse estimée à 2,56 % à la fin de l'année. Si 100 000 €, les intérêts annuels maximum sont estimés à 3 800 € et si on procède à un remboursement anticipé de 25 000 €, il y a un coût de commission de non-utilisation de 898 €.

M. le Maire propose de souscrire une ligne de trésorerie de 75 000 €. Il précise que le Conseil municipal a voté dans le budget une enveloppe de 6 000 € pour le remboursement des intérêts. Avec la nouvelle proposition de la Caisse d'Epargne, le coût des intérêts étant estimé à 2 690 €, cela fait une économie non négligeable.

Isabelle MARÉCHAL ajoute qu'il y a le coût de la commission d'engagement de 150 €.

Didier ROCHE souligne qu'il va falloir être extrêmement vigilant. En diminuant la ligne de trésorerie à 75 000 €, la commune ne pourra plus rien faire et devra encore réduire ses dépenses de 25%. Il demande si la commune est en capacité de le faire d'un point de vue de trésorerie.

M. le Maire répond qu'avec la souscription d'une ligne de trésorerie de 75 000 €, c'est possible.

Isabelle MARÉCHAL prend la parole pour préciser que la trésorerie est tendue. C'est la raison pour laquelle elle alerte le Conseil municipal depuis plusieurs mois.

Après avoir entendu le rapport de M. le Maire, vu le projet de contrat de la Caisse d'Epargne Normandie,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

Par 9 voix POUR

Article1

Pour le financement de ses besoins ponctuels de trésorerie, la commune d'Aizier décide de contracter auprès de la Caisse d'Epargne Normandie une ouverture de crédit ci-après dénommée «Ligne de Trésorerie Interactive» d'un montant maximum de 75 000 Euros dans les conditions suivantes :

- Montant : 75 000 Euros
- Durée : 364 jours
- Taux de référence des tirages : Ester + marge de 1,2 %
- Périodicité de facturation des intérêts : mensuelle par débit d'office
- Frais de dossier : exonération
- Commission d'engagement : 150 Euros
- Commission de mouvement : exonération
- Commission de non-utilisation : 0,30 % de la différence entre le montant de la LTI et l'encours quotidien moyen périodicité identique aux intérêts

Article2

Le Conseil municipal autorise M. le Maire, à signer le contrat de ligne de trésorerie interactive avec la Caisse d'Epargne Normandie.

Article3

Le Conseil municipal autorise M. le Maire à procéder sans autre délibération aux demandes de versement des fonds et aux remboursements des sommes dues, dans les conditions prévues par le contrat de ligne de trésorerie interactive de la Caisse d'Epargne Normandie.

6. Renouvellement convention Présence verte

M. le Maire

- **Rappelle** que Présence Verte est une association proposant des solutions de téléassistance dont les personnes âgées ou handicapées peuvent bénéficier afin de favoriser le maintien à domicile.
- **Rappelle** que, par délibération en date du 22 juin 2022, la commune avait décidé de participer à l'offre Activ'zen à raison de :
 - 15 € pour la prise en charge des frais de dossier.
 - 16 €/mois/foyer pour les personnes de 70 ans et plus, sans condition de ressource.
 - 12 €/mois/foyer pour les personnes de moins de 70 ans, sans condition de ressource.

M. le Maire **propose** de renouveler la convention dans les mêmes conditions. Il précise que 4 personnes sur la commune bénéficie de ce service.

Stéphane PENELLE estime que la participation de la commune devrait prendre en compte les ressources des familles.

M. le Maire répond que cela n'est pas simple à mettre en place.

Didier ROCHE souhaite que Présence Verte nous fournisse un relevé des utilisations de ce service.

M. le Maire répond qu'il le demandera à Présence Verte.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, Par 9 voix POUR

- **décide** de renouveler la convention avec l'Association Présence Verte et autorise Monsieur le Maire à signer la-dite convention.
- **autorise** la commune à prendre en charge les frais de dossier et d'installation à raison d'un coût forfaitaire de 15 €.
- **autorise** la commune à participer à l'offre Activ'zen à raison de :
 - 16 €/mois/foyer pour les personnes de 70 ans et plus, sans condition de ressource.
 - 12 €/mois/foyer pour les personnes de moins de 70 ans, sans condition de ressource.

QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES

Taxe sur les logements vacants

M. le Maire informe qu'il a été sollicité sur l'avancement du dossier de demande d'exonération de la taxe sur le logement vacant sur le logement communal abordé lors du Conseil municipal du 20.11.2024. Il précise qu'une demande d'exonération a été formulée le 17 décembre dernier au service. N'ayant pas reçu de réponse, il propose de relancer très vite le sujet.

Décès

Isabelle MARÉCHAL déplore le manque de communication de M. le Maire suite aux 3 décès d'habitants d'Aizier.

Elle demande pourquoi le Conseil n'a pas été informé de la date de l'inhumation de M. Vivien afin que la commune soit représentée. M. le Maire répond qu'il n'a pas eu connaissance de la date de la cérémonie. Il a décidé de ne pas communiquer volontairement cette information au Conseil municipal par respect pour la famille.

Isabelle MARÉCHAL ajoute que M. le Maire devait être présent à la cérémonie de la doyenne, Mme DARCY. Or, il n'y était pas. Elle aurait souhaité en être informée pour pouvoir s'y rendre. Elle informe qu'elle était présente avec Jacques MOREL aux obsèques de Mme DALIGAUX.

Isabelle MARÉCHAL et Jacques MOREL souhaitent que le Conseil municipal soit mis au courant des décès pour que la commune soit représentée. Elle souhaite de la communication sur le groupe Whatsapp.

Isabelle MARÉCHAL comprend que M. le Maire soit absent pour raison professionnelle mais il doit communiquer pour qu'un conseiller puisse représenter la commune.

M. le Maire répond qu'il en prend note.

Isabelle MARÉCHAL informe M. le Maire que c'est Claudine NANTIER qui a nettoyé l'église pour la cérémonie de Mme DALIGAUX car Marie GERGAUD n'en a pas été informée. Ce n'est pas normal du tout.

Jacques MOREL demande qui sait faire fonctionner les carillons.

M. le Maire répond que Claudine NANTIER et M. FAGOO savent. Isabelle MARÉCHAL et Jacques MOREL estiment que tous les conseillers devraient avoir cette information.

Transformateur à Arsault

Jacques MOREL rappelle que M. le Maire a émis un avis défavorable à ENEDIS pour le déplacement du transformateur d'Arsault. Il n'est pas d'accord car il estime que le transformateur n'est pas bien placé actuellement entre la citerne incendie et les futurs travaux de construction sur l'ancien terrain communal.

M. le Maire répond que lors de la mise en place de la citerne souple, l'emplacement a été homologué par les pompiers et le transformateur était déjà là. Jacques MOREL suggère qu'il faudrait faire un exercice avec les pompiers pour s'en assurer.

Jacques MOREL ajoute que l'emplacement proposé par ENEDIS à l'intersection Route de la Hunière / Route de Saint-Thomas est effectivement dangereux par manque de visibilité. Il suggère à Arnaud MAUPOINT de rencontrer M. et Mme HATTON pour discuter avec eux de la possibilité de poser le transformateur à la pointe de leur terrain.

M. le Maire répond que ce n'est pas possible de poser un équipement public sur un terrain privé.

Une habitante présente dans le public prend la parole pour préciser à M. le Maire qu'ENEDIS a proposé à M. et Mme HATTON de signer une convention pour installer le transformateur sur leur terrain. Ces derniers attendaient la décision de M. le Maire. Arnaud MAUPOINT précise qu'il n'a pas connaissance eu de cette convention et qu'elle ne figurait pas dans le dossier de demande d'urbanisme.

Jacques MOREL rappelle que le transformateur est mis en sécurité mais reste très dangereux et plus particulièrement pour les enfants.

Isabelle MARÉCHAL propose de recevoir M. et Mme HATTON à la mairie avec Arnaud MAUPOINT pour discuter de ce sujet avec ENEDIS.

Élagage

Compte tenu du manque de visibilité, Mme HATTON est venue en mairie pour demander à qui appartenait la haie de noisetiers au bord de la route de la Hunière car elle souhaite l'enlever. Par le passé, la mairie lui a demandé de tailler cette haie mais elle veut savoir si elle lui appartient réellement ou si elle est située sur le domaine public. Elle va se renseigner auprès d'un géomètre.

Jacques MOREL demande si une opération d'élagage est prévue sur les lignes moyennes tensions car la végétation est abondante.

M. le Maire répond qu'il va se renseigner.

Jacques MOREL informe M. le Maire qu'une habitante domiciliée Rue de la Cavée a mis des morceaux de bois et des fers à béton pour protéger son talus. Il a constaté que les fers à béton ressortaient et cela était très dangereux en cas de chute d'un enfant en vélo par exemple.

Jacques MOREL demande à M. le Maire que des courriers soient envoyés aux propriétaires pour la taille des haies rue de la Hunière et rue de la Cavée.

Subvention aux associations

Isabelle MARÉCHAL demande que les lettres aux associations soient envoyées rapidement.

M. le Maire lui répond qu'il avait l'intention de les rédiger demain.

Séance levée à 20h00